

REUSSIR LA SORTIE DE CRISE

Le Premier Ministre, François Fillon, a raison de demander qu'en ces moments difficiles tous les corps constitués fassent bloc derrière l'exécutif, pour arriver à surmonter la crise internationale, redonner confiance à nos concitoyens en prenant les mesures appropriées pour sauver le système financier et éviter, ainsi, que la croissance, dont notre pays a un si grand besoin, ne s'effondre durablement. Car un des enseignements de cette crise, dont personne n'avait prévu l'ampleur, malgré l'existence de certaines prémices inquiétantes, est bien que la France a besoin de réussir ses réformes de structure. Réussir les réformes engagées c'est la seule façon de préparer notre pays à faire face aux évolutions inévitables provoquées par la mondialisation des échanges, l'accélération de l'émergence de technologies nouvelles et l'internationalisation des moyens de communication. Nous le soulignons depuis le début de notre Club, la France est riche de ses talents, de ses capacités à réagir et à innover. Il nous faut donc impérativement libérer toutes ces énergies, toutes ces potentialités.

La position agressive et politicienne de l'opposition est un mauvais coup porté à notre pays. Ce n'est, hélas, pas la première fois, puisqu'on a vu récemment cette même opposition voter contre notre présence en Afghanistan, au détriment de nos troupes sur le terrain et au mépris patent du combat pour la démocratie et contre le terrorisme que la France, aux côtés de ses autres alliés de l'OTAN, mène dans ce pays. Nos concitoyens sauront s'en souvenir en temps et en heure, et nous nous ferons un devoir de le leur rappeler.

Est-ce à dire que rien ne doit être discuté, voire amendé ? Non. Mais, quand le feu est à la ferme, les villageois ne passent pas leur temps à discuter pour savoir s'il fallait ou non un toit de chaume, ils agissent collectivement pour éteindre l'incendie.

La crise actuelle illustre également les limites du fonctionnement de l'Union européenne. Entre l'approche volontariste de la Présidence française, l'approche classiquement conservatrice de l'Allemagne, le quant à soi britannique et le chacun pour soi du Benelux, de l'Italie et de l'Irlande, on a une illustration caricaturale de ce qui se disait, il y a de cela de nombreuses années : « l'Europe ? quel numéro de téléphone ? » Qu'il faille une coordination est une évidence. Qu'une régulation européenne et internationale soit mise à l'étude est également envisageable. À une condition, toutefois, de ne pas confondre régulation de la sphère financière et économie dirigée. Personne n'y aurait à gagner.

L'Europe est justement l'axe de ce bulletin spécial. De nombreux amis y avancent leurs analyses et leurs espoirs. Bien entendu, chacune et chacun ne s'expriment qu'à titre personnel. Les questions soulevées nous semblent être une excellente base de discussion future. Dans notre Club, comme, plus largement, dans la majorité et dans tout le pays, la crise ne doit pas éclipser le débat.

Hervé Mariton, Député de la Drôme
Herbert Axelrad
respectivement Président et Secrétaire général
de Réforme & Modernité

Nous sommes tous des européens

but, aber, pero, mas...ho !

Etes-vous européen ? Posée comme cela, la question paraît incongrue voire insolente. Oui, évidemment. De fait, la France est dans l'Europe. Et puis, comment être contre l'idée de rechercher une plus grande harmonie entre des peuples voisins aux destins si étroitement liés ? La mondialisation, qui propulse sur le devant de la scène d'autres civilisations, renforce, par contraste, l'existence d'une communauté européenne, fondée sur une histoire et des valeurs que le premier Ministre a rappelées cet été devant le Congrès réuni à Versailles.

Pourtant, l'Europe n'est pas une évidence. De Maastricht à Lisbonne, des lignes de fracture apparaissent. Il y aurait les « bons » Européens, ceux qui disent « oui » à tout ; et les « mauvais », ceux qui disent toujours « non ». D'un côté les gens responsables, éduqués, éclairés ; de l'autre, les ignares, défaitistes, égoïstes nationalistes. Les premiers auraient droit de se dire « européens », les seconds ne mériteraient pas cette appellation d'origine décidément bien contrôlée.

De ce point de vue, l'Europe est, au sens littéral du terme, une idée « totalitaire ». Elle se pense en bloc, à prendre ou à laisser. Elle est monolithique, rigide, exclusive...et pour autant peu politique. Est-ce lié au point de départ défini par Jean Monnet qui, voulant des réalisations concrètes, aboutit à la « communauté économique » en 1957 ? De fait, les meilleurs succès relèvent de l'Europe des marchés, l'élargissement est un casse-tête, et l'on gère des « processus » plus que des projets.

Sommes-nous alors condamnés à n'être qu'un vaste ensemble de libre-échange, technique, professionnel et loin des peuples ? On aurait pu après tout s'en contenter si la crise en Ossétie n'avait pas démontré la nécessité vitale d'une « force politique » redonnant au projet européen son sens originel : la paix.

En 2005, la démocratie a parlé. Le résultat du référendum peut être interprété de plusieurs façons. On peut constater dans le « non » un refus d'Europe. On peut aussi y voir une exigence suprême, une aspiration non satisfaite, une ambition désespérée. L'Europe ne va pas de soi mais on ne peut s'en passer. Et elle est bien là,

à portée, rendue plus que jamais nécessaire comme espace de stabilité, de concertation et d'action face aux grands enjeux du monde moderne que sont les déséquilibres démographiques et environnementaux, les affrontements ethniques et religieux, la course aux matières premières... En attendant, elle cherche son registre, entre lyrisme larmoyant et prosaïsme technocrate, tout à tour suppliante et terrorisante, quémandeuse et tyrannique, si belle et si faible, aimée des dieux et engendrant des monstres.

L'écrivain et député Victor Hugo, lors du Congrès de la Paix à Paris en 1849, déclare : « *Un jour viendra où vous France, vous Russie, vous Italie, vous Angleterre, vous Allemagne, vous toutes, nations du continent, sans perdre vos qualités distinctes et votre glorieuse individualité, vous vous fondrez étroitement dans une unité supérieure, et vous constituerez la fraternité européenne.* » Tiens, il mettait la Russie en Europe...



La demande d'Europe existe. A tel point même qu'on ne sait pas où l'arrêter ! Sachons construire une offre attractive, originale et pragmatique. Celle-ci s'est révélée avec la crise russe comme nécessaire... et possible.

Retenons de ce dramatique événement trois leçons pour l'avenir.

1. Au-delà de la grande administration plus ou moins efficace que symbolise l'abstraite et lointaine Commission, il y a place pour une Europe politique quand elle sait définir ses grands intérêts et s'entendre sur l'essentiel.
2. Ce n'est pas seulement une possibilité pour doux rêveurs optimistes, c'est une affaire de responsabilité collective et d'intérêt bien compris des nations.
3. L'Europe revit quand elle est animée par des élus légitimes et actifs, qui, faisant le lien entre cette entité et les peuples, transforme l'idée en projet.

Maintenant qu'elle a vu à quoi elle pouvait servir, l'Europe doit se donner les moyens d'exister. Cela passe par la construction d'une diplomatie donc d'une défense commune

Valérie Ohannessian
Membre du bureau de R&M

Face à l'avenir, l'Europe bégaie

Le traité de Lisbonne signé le 13 décembre 2007 à la suite du non des peuples français et néerlandais au projet de traité constitutionnel pourrait entrer en vigueur si les 27 Etats-membres le ratifient, ce qui suppose que le peuple irlandais revienne sur le non qu'il a exprimé en juin dernier.

Bien que sensiblement en retrait par rapport au projet de traité constitutionnel, il apporterait une réponse immédiate et temporaire à la crise institutionnelle qui découle essentiellement de l'inadaptation des institutions d'origine conçue pour une Europe à 6 à une UE composée actuellement de 27 Etats-membres. Mais, il ne résoudrait pas l'interrogation lancinante sur l'avenir de la construction européenne?

Dans les années 1950, cette construction s'est appuyée sur l'idée-force de Jean Monnet selon laquelle l'Europe ne se ferait pas d'un coup et qu'elle se ferait par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait à partir d'un corpus de règles juridiques et qu'en conséquence la méthode à utiliser était celle des « petits pas » ce qui permettait d'espérer l'avènement à terme d'une Europe politique.

Si cette approche a permis la réalisation d'un vaste marché intérieur grâce à la dévaluation des frontières internes aux Etats-membres qui a été à l'origine à la fois d'un important progrès économique et social et d'une paix solidement établie, complétée par la création réussie de l'euro, cet avènement ne s'est toujours pas produit en raison des limites intrinsèques de cette approche.

En outre, après s'être essentiellement concentré sur ses problèmes internes, l'élargissement massif de l'UE effectué dans le prolongement de la chute de mur de Berlin et de l'implosion de l'URSS, auquel est venu s'ajouter le phénomène de la mondialisation et l'émergence de nouvelles puissances (Brésil, Russie, Inde Chine populaire, pays dits « BRIC ») ont eu pour conséquence de créer des réflexes identitaires et de repli, et à poser la question des frontières extérieures de l'UE alors que selon la belle formule d'Arthur Rimbaud « l'Europe des parapets » n'est plus.

Confrontée désormais au monde extérieur, l'UE ne peut plus, à moins de disparaître, rester comme l'écrit Serge Sur un « *fantôme politique* » (cf. *Questions internationales*, mai-juin 2008). Elle doit donc inventer un modèle institutionnel qui dépasse celui des Etats en dépit de la résistance des Etats-nations. Elle sera alors en mesure de redéfinir de façon autonome ses relations avec les Etats-Unis et l'OTAN ainsi qu'avec les autres grandes puissances dont la proche Russie et devenir un acteur à part entière des relations internationales.

Elle devra enfin s'interroger sur son modèle fondé sur le « soft power », sur la prédominance de la norme sur la force (cf. Zaki Laïdi, *La norme sans la force, l'énigme de la puissance européenne*, ouvrage publié en 2005), sur l'exemplarité dont on voit bien que ce n'est pas la voie choisie par les grands acteurs sur la scène internationale. Il est clair que quand on renonce à l'usage de la force, qu'elle soit militaire, économique ou autre, ou à la menace crédible de son usage, on est faible. Comme le remarque Hubert Vedrine : « *Si l'Europe n'est pas puissante, elle sera impuissante* » (cf. Club des Vigilants, 11 mars 2008).



*

La construction européenne des années 1950 a vécu. L'Europe doit devenir politique pour jouer un rôle à la mesure de son histoire et de sa culture en allant bien au-delà de ce qui été accompli à ce jour, essentiellement dans le domaine économique, et en mettant les citoyens au cœur, ce qui serait nouveau, d'un autre système institutionnel. D'inspiration fédérale, ce système permettrait aux Etats de garder des compétences très étendues dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la santé etc.

Et la France ? Je m'en tiendrai à deux chiffres : notre pays représente dans le monde à peine 1% de sa population et 3% de son PNB.

▶▶▶ (suite page 5)

Refonder l'Europe : un souffle démocratique, une sécurité accrue au Sud et à l'Est

Depuis 60 ans, le monde a profondément changé. Les nouvelles générations n'accrochent pas à une construction européenne à bout de souffle : l'Union européenne (UE) peine à trouver du sens pour ses citoyens, à se donner des orientations, et à se faire une place comme acteur mondial.

L'heure de refonder l'UE est venue, avec un projet renouvelé et le soutien des populations : des priorités redéfinies, pays par pays, permettant une Europe dynamique à plusieurs vitesses, et un nouveau « marché commun », à l'Est et au Sud, d'un milliard d'habitants.

Une impression d'inachevé

La construction européenne a protégé les peuples des guerres intra-européennes, mais ce succès historique ne fait plus rêver les jeunes générations, qui le trouvent « naturel » ; alors même que la guerre est à nos portes.

Parallèlement, l'Europe institutionnelle a été bâtie sans la participation active des peuples, qui, sollicités par référendum sur les avancées des traités, ont souvent dit « non ».

Car l'espoir initial, consolidé pendant les « 30 glorieuses », a fait place à des peurs variées, comme celle d'une bureaucratie supranationale basée à Bruxelles, agent d'une mondialisation menaçante, ou de changements dans des domaines sensibles (PAC, fiscalité, directives, etc.). Fondées ou non, souvent contradictoires, ces craintes traduisent un malaise certain.

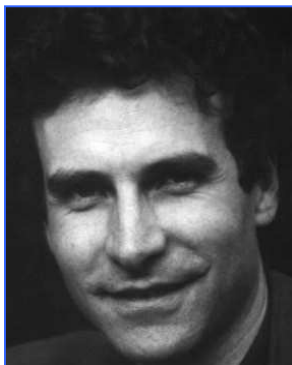
Ajoutant à cette distance-méfiance, les médias et les parlements restent trop nationaux, laissant les peuples enserrés dans leur tropisme national. Sans même aller vers une Europe fédérale, une « conscience européenne » fait défaut.

De son côté, l'euro a beaucoup apporté à l'Europe et aux Européens, mais la concertation économique

insuffisante entre pays de la zone euro limite grandement la croissance et laisse un constat d'inachevé.

Besoin d'un nouveau dynamisme

La règle de l'unanimité a également trop duré, les aspirations des peuples étant trop différentes. Les pesanteurs qui en résultent renforcent le sentiment d'avoir perdu tout contrôle. L'Europe doit donc accepter d'être ouvertement à plusieurs vitesses, pour retrouver marges de manœuvre et dynamisme, dans un monde en mutation rapide. L'espace Schengen, réunissant 24 pays (dont 22 membres de l'UE), n'a-t-il pas été initié à seulement 5 états ?



Besoin de combler le déficit démocratique

Pour que l'Union progresse et devienne plus légitime, les citoyens doivent pouvoir influencer sur ses objectifs, et sur son élargissement, qui devrait se limiter à nos voisins des Balkans. Un référendum le même jour dans les 27 pays-membres permettrait aux Européens de se prononcer sur les priorités de l'UE et le rôle actif de leur pays en son sein.

Les partis politiques seront alors incités à constituer de véritables partis européens (au lieu de regrouper des partis nationaux sans grande cohérence) et à proposer aux élections un projet véritablement paneuropéen. De même, les parlements nationaux doivent être associés aux travaux du Parlement européen, pour éviter la distance constatée entre les politiques nationales et les directives européennes.

▶▶▶ (suite page 5)

▶▶▶ (suite de la page 3)

Elle ne peut pas jouer seule dans la cour de récréation des Grands même si elle conserve quelques éléments de puissance, dont un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Je comprends qu'elle reste attachée, à l'instar d'autres pays (Russie, Japon, Turquie etc.), à une « mémoire d'empire » ; il faut bien admettre qu'à l'échelle du monde elle a la taille, disons, de l'une de nos régions.

En 1984, François Mitterrand disait à Strasbourg devant le Parlement européen : « *Chacun d'entre nos peuples, aussi riche que soit son passé, aussi ferme que soit sa volonté de vivre, ne peut, seul, peser du poids qu'il convient sur le présent et sur l'avenir des hommes sur la terre. Ensemble, nous*

le pouvons. Mais nous sommes dans une phase où le destin hésite encore ».

Un quart de siècle plus tard, ce constat est plus que jamais d'actualité. L'Europe, toujours en gestation, bégaie devant son avenir tandis que le centre de gravité du monde se déplace de plus en plus vite.

Ce destin, qui fût celui de l'empire romain à partir du IV^e siècle (l'Europe s'est déjà ramassée sur son territoire en ayant abandonné ses conquêtes lointaines), n'est pas inéluctable : les peuples d'Europe, qui le veulent, et eux seuls, et leurs leaderships politiques doivent prendre conscience du sens de l'avenir à moyen et long terme et de l'urgence à agir.

Christian Casper
Membre du Bureau de R&M

▶▶▶ (suite de la page 4)

Besoin d'un projet fédérateur : un nouveau « marché commun »

Enfin, il nous faut renouer avec la base du succès de la CEE : l'interdépendance économique et le développement mutuel, qui ont cimenté la paix et la sécurité.

La prospérité partagée peut et doit être étendue à nos voisins orientaux et méridionaux. Car élargir notre zone de sécurité est impératif : nos frontières orientales et méditerranéennes sont proches de zones de tensions et de conflits majeurs, aux répercussions mondiales. Il est de notre intérêt politique, économique et sécuritaire, d'avoir une politique extérieure claire et de vraiment peser sur le destin de notre voisinage, notamment au Proche-Orient et au Caucase.

Une zone de libre-échange avec cet espace est notre priorité, avec de nombreux bénéfices : développement mutuel (300 millions d'habitants au Sud et 60 millions, hors Russie à l'Est), diversification de notre approvisionnement énergétique (Algérie, Libye, mer Caspienne), émigration réduite, etc.

Avec des mesures spécifiques renforçant la sécurité ainsi que la lutte commune contre l'extrémisme, ce marché commun devient un projet mobilisateur pour l'Europe, qui permettra, à moyen terme, plus de libertés chez nos voisins.

La guerre entre la Géorgie et la Russie nous aide dans cette mobilisation : une crise extérieure nous rappelle l'essentiel, souligne nos faiblesses et nous fait avancer en affirmant nos valeurs communes.

L'intérêt de la Russie est d'ailleurs de rejoindre ce « marché commun », et seule cette perspective associant sécurité et progrès économique pourra canaliser la fierté et l'appétit russes.

Cette refondation et ce projet donneront donc un nouveau souffle salutaire à l'Union, libérée des pesanteurs actuelles, et à une trentaine de pays plus que jamais « unis dans la diversité » !

Christophe Avesco
Consultant

Paris, au cœur de l'Europe

L'Europe... la grande oubliée de la politique Delanoë dans la capitale. Alors que Paris a longtemps représenté l'un des phares du continent, voilà que désormais ses lumières vacillent et perdent de leur éclat. La faute à une politique de courte vue, où Paris Plage, la Nuit Blanche et Vélib' auront obscurci d'un nuage trompeur l'horizon du promeneur des bords de Seine. Pourtant, Paris a son mot à dire dans le cours de la construction européenne. Cette ville peut y jouer un rôle éminent, et en retirer les plus grands avantages. Encore faut-il la mettre en situation de reprendre pied sur le devant de la scène européenne.

En 1947, Jean-François Gravier s'inquiétait, dans un ouvrage qui fera date « *Paris et le désert français* », d'un Paris étouffant de son poids excessif le reste du pays. On mesure aujourd'hui combien la mondialisation a transformé la donne. Désormais, pour compter dans le monde et a fortiori en Europe, la France doit pouvoir s'appuyer sur une capitale forte, dynamique économiquement et rayonnante culturellement. Le débat sur l'hypertrophie de Paris et la crainte d'un centralisme paralysant appartient à un autre siècle. Une page s'est définitivement tournée.

La compétition, économique notamment, a changé d'échelle. Un investisseur raisonne d'abord en termes de grands centres urbains. Singapour, New York, Shangaï... occupent le haut du pavé. Si Londres parvient à tirer son épingle du jeu, Paris est-elle encore en première division ? Est-elle toujours en capacité de séduire et d'attirer ? Ou doit-elle se résigner à se ranger aux côtés de Vienne, admirable « ville-musée »... mais laissant de marbre les acteurs économiques et financiers ?

Pour faire jeu égal avec ses concurrentes européennes, Paris dispose d'atouts considérables,

mais malheureusement insuffisamment valorisés au cours des dernières années. Une main d'œuvre qualifiée abondante et plus diplômée que la moyenne nationale, même si rien n'a été fait au cours des dernières années pour aider à se loger les étudiants étrangers ou venant de province ... Une excellente desserte internationale grâce à l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle, même si le voyageur d'affaires subit un calvaire pour gagner ensuite Paris... Un style de vie « à la française » qui fait partout son charme, même si les embouteillages restent plus que jamais la marque de fabrique du maire en place...

Aussi, pour s'affirmer dans la nouvelle Europe telle qu'elle se dessine, Paris doit aujourd'hui faire preuve de plus d'imagination. Créer les conditions d'un développement économique beaucoup plus soutenu, en encourageant résolument l'entrepreneuriat dans les secteurs de pointe mais aussi dans les services à la personne. Renouer avec son excellence universitaire comme avec son rayonnement culturel. Tisser des partenariats innovants avec les autres grandes cités européennes et jouer ainsi un rôle d'avant-garde, en particulier en matière de développement urbain durable.



L'enjeu est essentiel, car il s'agit ni plus ni moins d'assurer à Paris une place au cœur de l'Europe, au premier rang. La logique se révèle trois fois gagnante : pour Paris, pour la France et pour l'Union européenne. Et même si notre camp se retrouve à nouveau dans l'opposition municipale pour 6 ans supplémentaires... le gant mérite d'être relevé !

David ALPHAND
Conseiller de Paris
Club « Pari Paris »

L'Europe, formidable laboratoire de la réforme et défi pour l'avenir

La construction européenne est une démarche de progrès unique dans l'histoire du monde, les Etats choisissant de partager volontairement une partie de leur souveraineté pour un intérêt général commun. Ses bienfaits sont incontestables. Elle nous a apporté un demi-siècle de paix en érigeant la transparence et la confiance comme clefs de la relation entre Etats en Europe. Elle a contribué à améliorer notre niveau de prospérité tout en tenant compte de nos intérêts, grâce à la création du marché unique et aux synergies nouvelles, notamment dans les négociations commerciales internationales.

De façon plus récente, l'influence des politiques européennes et des exemples donnés par les politiques de nos voisins a commencé à ébranler les vieilles convictions corporatistes de notre pays, ouvrant peut-être la voie vers des réformes plus courageuses. La création progressive d'un grand marché unique, l'abolition des monopoles et le contrôle des subventions publiques aux entreprises ont permis le passage vers une véritable économie de marché. Par ailleurs, l'instauration de la monnaie unique s'est accompagnée des critères de Maastricht qui imposent aux pays de la zone euro une salubre discipline budgétaire. Ces politiques ont indéniablement permis à notre pays de progresser vers une vision moins étatiste de l'économie, avec pour conséquence directe l'amélioration de notre qualité de vie.

Il faut toutefois souhaiter que la construction européenne continue de tirer la France vers le haut, car il reste encore beaucoup à faire. C'est pourquoi il est plus que jamais nécessaire que l'aiguillon de la concurrence entre les Etats membres de l'Union Européenne pousse nos gouvernements à la réforme en s'inspirant des meilleures solutions retenues par nos voisins.

Cette méthodologie de l'exemple par les pairs est d'ailleurs celle prévue depuis 2000 par la stratégie

de Lisbonne pour la compétitivité. Les Etats membres doivent ainsi produire chacun un compte-rendu de leurs plans de réformes en vue de faciliter un échange de pratiques, suivis d'une évaluation et de recommandations par la Commission européenne. Cette pratique reste malheureusement limitée, nombre d'Etats membres (dont la France) préférant négocier leurs « recommandations » plutôt que de prendre un risque électoral avec des réformes plus ambitieuses. Les pratiques judicieuses de nos voisins ont ainsi tendance à s'accumuler dans les cartons. Il y aurait pourtant bien de l'inspiration à y trouver. Quelques politiciens ne s'y sont pas trompés, qui ont mis le modèle scandinave à la mode lors de la campagne présidentielle.



A y regarder de près, l'Europe foisonne surtout d'exemples de réformes d'inspiration libérale. Ainsi, la réforme fiscale engagée par l'Allemagne, qui réduit notamment l'impôt sur les sociétés à 15%, ne peut que servir d'exemple pour nos dirigeants, qui prétendent vouloir « moderniser l'économie » tandis que nos entreprises sont handicapées par le poids des prélèvements. De même, la réforme de la fonction publique en Italie, qui a notamment consisté en une contractualisation des fonctionnaires, devrait couper court aux mauvaises excuses de ceux qui prétendent que l'Etat français n'est pas réformable. On peut aussi citer la suppression de l'impôt sur la fortune – mission impossible en France ? La Suède, puis l'Espagne l'ont fait. Enfin, le Danemark et l'Irlande sont parvenus au plein-emploi en instaurant une vraie flexibilité sur le marché du travail.

La concurrence entre les Etats permet ainsi d'exposer au grand jour les défaillances des uns et les solutions les plus efficaces mises en œuvre par les autres. Malheureusement, au fur et à mesure que nos voisins se réforment, la France ne sort pas grandie de cette comparaison.

▶▶▶ (suite page 8)

▶▶▶ (suite de la page 7)

Les solutions les plus performantes pour la croissance sont libérales, alors que la France reste engluée dans sa tentation étatiste.

Certaines voix dans notre pays prônent depuis quelques années l'harmonisation fiscale et sociale, plutôt que l'émulation des bonnes pratiques. Mais l'harmonisation n'est-elle pas un prétexte au service des corporatismes qui cherchent à préserver le modèle français ? Ce modèle « que le monde nous envie » mais que personne en Europe ne cite en exemple.

Par ailleurs, les récentes vagues successives d'élargissement depuis 1995 ont profondément modifié la situation de l'Europe dans le monde. L'entité « européenne » a acquis en très peu de temps une taille critique à l'échelle mondiale, faisant d'elle sur le papier une puissance économique, politique voire militaire majeure. Elles lui ont donné de nouvelles frontières et un nouveau rôle géopolitique. L'effet stabilisateur d'une « perspective européenne », ou l'espoir d'une telle perspective, a été déterminant dans les Balkans, pour les réformes en Turquie et pour raffermir le camp démocrate dans des pays comme l'Ukraine. L'arrivée de nouveaux pays a apporté de nouvelles idées, de nouvelles richesses humaines et de meilleures garanties pour la paix. Elle a aussi accentué les écarts économiques et sociaux entre Etats membres avec, pour corollaire, l'expression de nouveaux intérêts et d'attentes différentes à l'égard de l'Europe.

L'ensemble des conséquences de l'élargissement reste à évaluer mais l'on peut déjà en tirer l'une

ou l'autre observations majeures. L'une, c'est que les institutions actuelles héritées de Nice peuvent certes permettre à l'Europe de fonctionner dans sa configuration actuelle, mais elles ne lui permettront pas d'avancer dans la voie de nouvelles réformes ni de se doter d'une réelle existence politique et diplomatique : nous sommes tout simplement trop nombreux. La seconde, c'est que l'élargissement appelle justement à plus de cohérence et au renforcement de nouvelles politiques dans le respect d'une forte subsidiarité, que ce fût dans les domaines de la coopération judiciaire, policière, ou simplement dans la manière dont les infrastructures économiques se répartissent et la coordination des politiques économiques.

Au final, les Européens semblent se satisfaire de digérer lentement l'élargissement, avec quelques rejets institutionnels, et sans réelle volonté politique de reprendre le flambeau de leur intégration. Le Traité de Lisbonne aurait pourtant dû être une étape majeure vers une cohérence accrue des politiques européennes, notamment étrangère. Or le statu quo ne peut durer trop longtemps. Un renforcement des structures et des politiques est indispensable. En son temps, le Saint empire romain germanique s'endormit ainsi, sur un centre mou et des frontières opaques. Il finit victime des nationalismes.

Aurélien Véron
Président du Parti libéral-démocrate

✂-----

Nom et Prénom :		
ADHESION	Adresse :	
Tél. fixe et Portable :	Email :	
Profession :	Fonctions électives ou politiques :	
Thèmes de compétences pour les groupes de travail :		
<input type="checkbox"/> Membre : 30 euros	<input type="checkbox"/> Etudiant : 10 euros	<input type="checkbox"/> Soutien : à partir de 200 euros
Chèque à l'ordre de Réforme & Modernité à envoyer à :		<input checked="" type="checkbox"/> J'adhère à Réforme & Modernité
Monsieur André Msika, 51, rue Monceau, 75008 Paris		Date : Signature :

Pour une Europe moderne

(texte publié initialement dans le bulletin de début d'année 2008 du club Dialogue & Initiative, que nous remercions)

Le « non » irlandais ne doit pas démobiliser l'Europe. Il ne doit pas non plus être sous-évalué, pour ce qu'il signifie en Irlande, pour les difficultés concrètes qu'il pose, pour l'interpellation qu'il adresse à tous les européens. Il ne doit conduire ni à un blocage, ni à une fuite en avant. Mais à davantage d'interrogations et de propositions. A davantage d'exigence aussi sur ce que peut être la vision de la présidence française de l'Europe pour ce deuxième semestre 2008. L'animation des politiques européennes commande plus de travail et d'innovation, plus de pédagogie et d'engagement.

Plus de travail et d'innovation

Les grandes priorités (immigration, énergie-climat, politique agricole commune, défense) devront être travaillées avec intensité. Quitte à faire de nécessité vertu, considérons que les difficultés de la ratification du traité de Lisbonne doivent nous reconcentrer sur les enjeux de fond. L'opinion ne se passionne pas pour les enjeux institutionnels, au privilège des nonistes de toutes convictions. Réagissons alors en gardant certes un oeil sur les nécessaires progrès de la règle du jeu, mais en mettant surtout davantage d'énergie à traiter les questions au fond. Les grandes priorités identifiées devront faire l'objet de propositions opérationnelles, dans les cadres opérationnels disponibles et adaptés. La proposition d'un « pacte européen sur l'immigration et l'asile » sera une bonne plate-forme pour avancer. Nous viserons un accord sur le paquet « énergie-climat » et chercherons un accord clair pour la relance du nucléaire civil en Europe. La réforme de la PAC doit être l'occasion à la fois de corriger ce qui doit l'être dans la PAC actuelle et d'établir les principes fondamentaux auxquels nous tenons, d'explicitier la politique agricole non seulement par ses mécanismes correcteurs mais aussi par ses objectifs. Le « non » irlandais ne dispense pas non plus d'avancer dans la politique européenne de sécurité et de défense. Un nouvel élan devra être donné à l'agence européenne de défense, on évoque un « Erasmus militaire », la politique de recherche, la politique industrielle sont des priorités. Après le livre blanc français, je



propose le lancement d'un livre blanc européen sur la défense. Faute d'être aussi précis qu'un document national sur les moyens opérationnels, la mise en commun des objectifs, l'explication des contraintes financières seraient des étapes utiles et même indispensables. Le semestre qui vient doit aussi permettre d'aller plus loin sur des enjeux qui parlent directement aux européens. La stratégie de Lisbonne était puissante, il faut mieux l'expliquer, l'explicitier, la concrétiser. Une initiative forte pourrait être prise pour l'Europe de la recherche. L'Union européenne est l'acteur compétent en matière de négociation commerciale mondiale. C'est au cœur de sa mission, mais cela se fait au

prix d'un éloignement de ses enjeux pour les opinions. Il est important de mieux expliciter notre politique commerciale, d'en préciser les choix, les efforts. Nous formons une demande forte de politique économique européenne, de politique financière, de propositions en terme de gouvernance. « Qu'est-ce que l'Europe peut pour moi dans la mondialisation ? ». Question de base à laquelle il est indispensable de fournir une réponse.

Sur chaque sujet nous avons un devoir particulier de fraîcheur, de modernité, d'innovation. L'Europe doit se secouer. Nous pourrions aussi volontiers encourager la rédaction de texte plus courts, plus simples, plus clairs. La réforme administrative doit aussi passer par Bruxelles.

L'engagement de ces travaux considérables n'aura d'effet que si s'exerce davantage de pédagogie et nous nous considérons tous engagés!

L'Europe est un sujet intermittent du débat politique, ordinairement réservé à quelques initiés et à quelques passionnés militants. La présidence est une bonne occasion pour faire de la pédagogie en France et pour réfléchir aux conditions d'une pédagogie permanente. Mais « ce qui se conçoit bien s'énonce clairement et les mots pour le dire viennent aisément ». Le problème de la pédagogie sur l'Europe n'est pas uniquement dans le désintérêt supposé des citoyens, le manque de courage des politiques, mais aussi dans les insuffisances de la matière elle-même.

▶▶▶ (suite page 11)

L'Europe pour avancée et pour support

Certains s'interrogent encore sur « les pouvoirs de l'Europe ».

1. Plus que jamais dans le contexte de difficultés actuelles, les fondations et les pouvoirs des états membres de l'Europe si fondamentalement existantes ne sauraient être mises en cause face aux grands enjeux actuels. Or, les états membres ont, d'ores et déjà doté les Institutions Européennes de pouvoirs politiques fondamentaux. Poser la question du pouvoir de l'Europe pourrait être interprétée comme un questionnement sur les institutions légitimement mises en place, et de ce fait affaiblir leur efficacité en un temps où les incertitudes et aléas mondiaux avec les basculements voire chutes qu'ils entraînent actuellement, et, d'autre part, ouvrir une brèche périlleuse dans la compétition et les enjeux économiques mondiaux avec en particulier leurs retombées locales en Europe et hors Europe.

A titre d'exemple, l'Union européenne (UE) est l'un des flambeaux en matière d'avancée dans de nombreux domaines notamment monétaire d'un côté et du droit social, de l'égalité des chances, et d'égalité des genres d'une autre. Ces progrès constituent, une référence au nom des droits qui en résultent, obligatoirement applicables dans les états membres de l'UE.

2. La poursuite de la défense de ces principes constitue un devoir, tout autant que la défense de l'avantage concurrentiel qu'ils portent.

Bien évidemment, deux difficultés majeures demeurent, entre autres, quant à la capacité de l'UE à :

- défendre ses valeurs et l'intérêt économique dans le territoire européen,
- faire entendre sa voix de manière nette et efficace auprès des instances mondiales, telle que notamment l'OMC, et aussi auprès de l'ONU et l'OTAN et bien sûr en ces temps difficiles des organismes financiers et bancaires mondiaux.

Face aux enjeux, basculements, des grands blocs économiques mondiaux, il serait déraisonnable de remettre en cause les fondamentaux, piliers des institutions qui ont construit l'Europe, à ne pas confondre avec les résultats et/ou performances que tels ou tels de leurs représentants auraient pu obtenir au cours d'un mandat. Ainsi, l'avancée que représente la constitution du bloc économique et politique européen ne saurait être remise en cause. En ces temps difficiles, il importe d'autant plus d'être solidaires et forts ce qui ne peut être rendu possible par l'action de nations isolées.

En revanche les résultats des actions de leurs représentants peuvent certes comme en toute démocratie, donner lieu à discussions.

3. Il reste que les avancées de l'UE, en particulier économiques et sociales, constituent une référence et un exemple, non seulement en son sein mais aussi à l'égard des pays candidats nouveaux et de pays tiers. Ainsi, l'égalité des genres figure dans la Charte des Nations unies, les chiffres de la réalité assènent un nombre de 860 millions d'analphabètes, dont 2/3 sont des femmes, et 115 millions d'enfants non scolarisés dont 3/5 sont des filles. S'il fallait à ce stade, utiliser ces seuls arguments des enjeux humains fondamentaux et aussi économiques, du futur, dans un contexte de mondialisation, il n'est pas raisonnable de ne pas prendre en compte ces chiffres.

En outre les droits et principes fondamentaux d'égalité et de non-discrimination affirmés dès le Traité établissant une constitution pour l'Europe, constituent avant tout des principes acquis et essentiels sur lesquels il convient de construire et qui en aucun cas ne doivent être questionnés.

▶▶▶ (suite page 10)



▶▶▶ (suite de la page 9)

Une bonne politique est une politique explicable et compréhensible. Voilà une règle de gouvernance que nous pourrions utilement faire prospérer. Très sérieusement autant qu'un nouveau traité, une règle interne d'accessibilité de l'Europe pourrait avoir des effets considérables, de soutien politique et d'efficacité interne.

Et nous, parlementaires nationaux devons aussi nous engager. L'Europe ce n'est pas l'affaire des autres. A l'Assemblée nationale ce n'est pas uniquement l'affaire de la délégation aux affaires européennes. Pierre Lequiller, son président, vient d'éditer un remarquable « vademecum sur la

présidence française de l'Union européenne ». Mais comment ne pas noter, en dehors de cette initiative louable, notre faiblesse sensibilisatrice aux enjeux européens, et particulièrement à ceux de la présidence française ? Que le « non » irlandais nous secoue et nous stimule.

Oui, nous avons une vision pour l'Europe de demain. Oui, nous sommes prêts à des méthodes renouvelées. Alors oui, la présidence française – après la secousse réelle du vote irlandais – peut être féconde pour L'Europe, pour la France, pour les citoyens que nous représentons.

Hervé Mariton
Député de la Drôme
Président de R&M

▶▶▶ (suite de la page 11)

Le gouvernement français dans le rapport d'études commandé respectivement par les Ministres Christine Lagarde et Xavier Bertrand, dans la perspective de la présidence française, a eu la clairvoyance de poser la question clé de « l'Europe dans la mondialisation ».

Le rapport du groupe de travail y souligne, entre autres, les enjeux majeurs que sont notamment la croissance, l'emploi, la connaissance, l'innovation, la cohésion sociale et la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Dans ces domaines, les travaux, textes, directives ou règlements d'application directe dans les états membres, constituent un exemple : c'est souvent leur application qui demeure « à la traîne » dans des domaines qui impactent directement la compétitivité des Etats et des entreprises.

En outre, la question de l'égalité des genres peut aussi être posée dans de nombreux domaines dont malheureusement l'actualité a pu se faire l'écho, parfois tragique dans la vie de certaines et certains de ceux qui vivent ici même sur le territoire français notamment en matière de mixité, intégration, diversité. A ce propos, au plan politique, il ne faudrait pas oublier, en particulier, à l'approche des élections européennes, la parité hommes-femmes de

représentation, dans les processus d'élection ou de décision.

En conclusion, la complexité indiscutable des mécanismes mondiaux -fussent-ils en crise- dans les domaines notamment, financier, banquier, économique ne doit pas dans sa sophistication faire ni oublier ni a fortiori renoncer, d'une part, à la protection de la défense de l'égalité des chances dans le travail, et, d'autre part, à la lutte contre la pauvreté et les inégalités, l'une des clés de voûte de la construction européenne dans les grands enjeux et dans la compétition sur la scène mondiale, tant il est vrai que ce sont les citoyens qui constituent les moteurs premiers. Ces derniers ne sont pas seulement, de temps à autre, des électeurs mais avant tout et surtout, ceux dont les élus ont la charge et la responsabilité dans l'administration des pays. La motivation des électeurs dépendant, au bout du compte, de leur confiance dans leurs élus, voire dans leurs employeurs dans le cadre de leur travail pour ceux qui ont un emploi, et dans le système sociétal y compris financier bien sûr. Il ne faudrait pas oublier que les élus ne sont jamais en effet que porteurs et en charge des mandats qui leurs sont confiés.

Anne-Pascale Vitale
Avocate-associée, Champetier de Ribes Spitzer
Membre du bureau de R&M